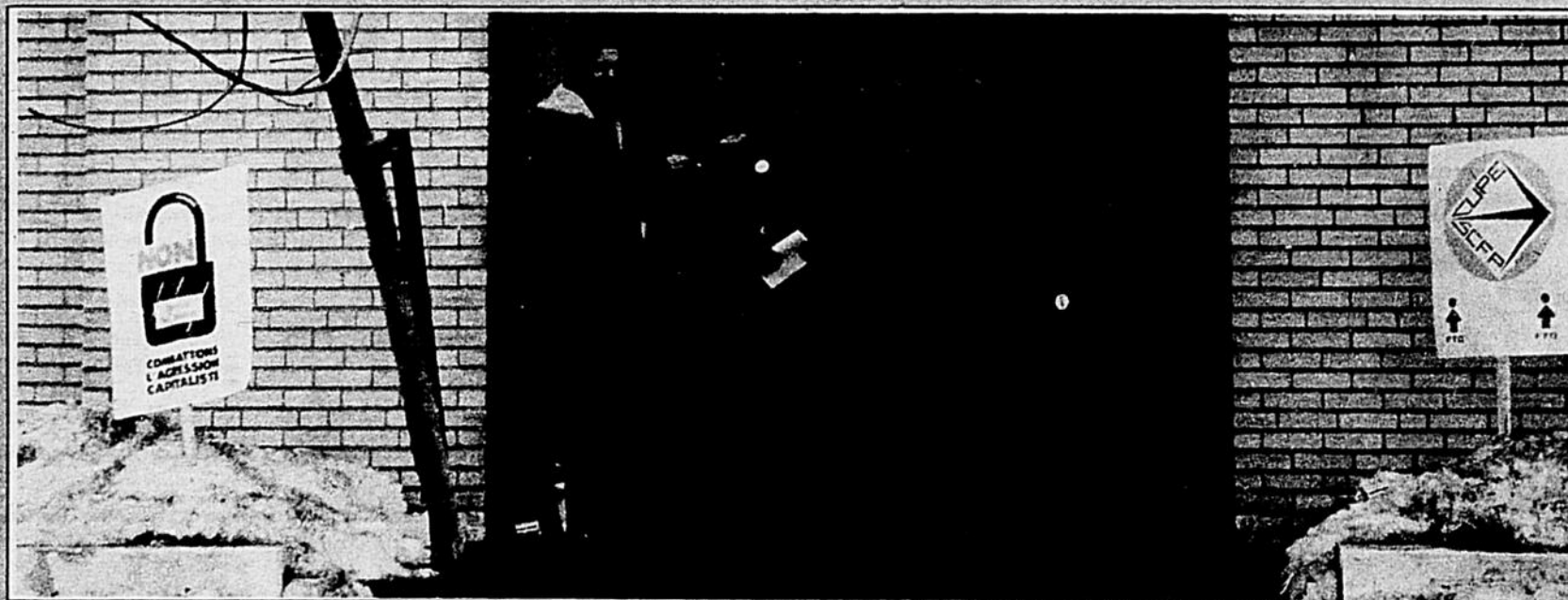


# Volume 58

DU QUARTIER LATIN,

1 MARS 1976, NO. 22



Contre la division  
créée par les patrons,  
les travailleurs  
resserrent leur unité  
par une

## Assemblée Conjointe!

### DERNIERE HEURE:

C'est en étant conscients de la nécessité de l'unité de tous les travailleurs, que les employés de l'UdeM ont débrayé jeudi après-midi dernier en solidarité avec le Front Commun provincial. Cette action voulait montrer également la communauté d'intérêts qui unit tous les travailleurs dans la lutte contre la loi Trudeau [gel des salaires] et qui ne pourra se faire que dans un affrontement entre le mouvement ouvrier et l'Etat.

SUITE P.5

Journée de la Femme..... PP. 4-5  
Pâtes et Papiers .....P.7  
Services Campus .....P.8

# Volume 58

Vol. 58 du Quartier Latin, no. 22, 1er mars 1976. Les nouveaux collaborateurs sont les bienvenus au Volume 58. Les réunions de préparation ont lieu le jeudi à 18h. au 6ième étage du Centre Communautaire [C-6526]. La discussion des textes à paraître a lieu le mercredi à 18h. au 4023 du Pavillon des Sciences Sociales. Nous lançons une invitation spéciale aux gens de l'UQAM intéressés à venir travailler avec nous. Les photos qui paraissent dans le journal sont prises avec une caméra OLYMPUS-OM-1 qu'on peut se procurer aux magasins de Services-Campus.

Dépôt légal  
BIBLIOTHEQUE NATIONALE.

COORDINATION  
TECHNIQUE  
Maryse Turcotte  
André Lemire

COLLABORATEURS  
Pierre Paquette  
Diane Bélanger  
Alexandra Hobden  
Viateur Boutot  
Michel Desmarais  
Pierre Duhamel  
Claude Péciot

Composition et montage  
SST Typesetting

Impression  
Payette et Simms Inc.

## FESTIVAL DE FILMS RUSSES

Du 27 février au 4 mars 1976  
avec sous-titres anglais  
Théâtre EMPIRE—451 ave. Ogilvy—TEL: 277-8333  
(coin Ogilvy et Durocher dans Parc Extension)

### LES MEILLEURS FILMS PRODUITS EN UNION SOVIETIQUE

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| THE GYPSY                          | VEN. ET SAM. 27-28 fév.<br>VEN. 7h. et 9.30h.<br>SAM. 1h.00, 3h.30, 6h.00, 8h.30 |
| FAREWELL TO<br>ST. PETERSBURG      | Dimanche 29 fév.<br>1h.00, 3h.30, 6h.00, 8h.30                                   |
| THE LAST BATTLE OF<br>THE GENERALS | lundi et mardi 1 et 2 mars<br>7h.00 et 9h.30                                     |
| BELATED FLOWERS                    | merc. et jeudi 3 et 4 mars<br>7h.00 et 9h.00                                     |



# L'incola

VOULEZ VOUS  
GOÛTER AVEC MOI  
CE SOIR ?

Southern  
Comfort, c'est  
bon, c'est doux,  
c'est unique.  
Ça se boit  
tout seul et ça  
se mélange à  
n'importe quoi  
ou presque.  
Essayez-le pour  
boire!

Le seul  
vrai  
Comfort



# SOUTHERN COMFORT



Richard Doyle  
Biologie

on est 6 millions  
de presque parents,

# faut se parler.



BRASSÉE AU QUÉBEC PAR LA BRASSERIE **Labatt** LIMITÉE—Y'A RIEN QUI LABATT

# “Une réponse nécessaire”

Les luttes n'ont pas manqué d'être nombreuses à l'U. de M, depuis quelques mois: socio, CTCUM, géographie, etc. La société est en crise et l'Université, tout en haut de la montagne qu'elle soit, n'y a pas échappé. Dans ces luttes, nombreux sont les militants et les groupes politiques qui par leurs positions, analyses etc., tentent d'influencer sur ces dernières. Certains le font en y prenant part de façon active, en mettant de l'avant diverses propositions susceptibles de favoriser le débat, l'organisation démocratique de la lutte, etc. Les militants du GMR, quoiqu'ils ne prétendent pas à l'infailibilité espèrent appartenir à cette catégorie. D'autres, par contre, auraient plutôt tendance à se réfugier dans le commentaire “pur” et dans l'explication condescendante de la “ligne juste”. Le Volume 58 a, dans ses deux derniers numéros, largement ouvert ses portes à des articles d'un tel ordre [“tout savoir sur l'Aneq”, et “L'opération charme des trotskystes”... signés par P. Duhamel.], où le GMR était longuement mis en cause. Il nous est apparu important de participer au débat en tentant d'expliquer pourquoi une organisation comme le GMR intervient dans les luttes étudiantes.

Le GMR ne se définit pas comme organisation étudiante, loin de là. Par le fait que nous nous réclamons du trotskysme et de la Quatrième Internationale, par notre perspective centrale, la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire dont le but sera l'instauration d'une république des travailleurs au Québec, par notre travail ouvrier, nos racines sont ailleurs. Pourtant, nous militons et continuerons à le faire dans des luttes qui sont celles du mouvement étudiant. Une telle attitude ne relève pas d'un soi-disant “opportunisme” [expression trop souvent utilisée à toutes les sauces], mais d'une analyse politique de la nature et du rôle des étudiants dans la société capitaliste.

Dans un premier temps, il importe de clarifier une confusion. Celle qui existe trop souvent entre la masse étudiante, indistincte, et le

mouvement étudiant. Dans le premier cas, il est en effet juste de dire que les étudiants sont traversés par les clivages entre les classes qui existent dans l'ensemble de la société. Et qu'on ne peut donc, comme tel, parler “d'intérêts étudiants”, car il est clair que les étudiants sont divisés entre eux tant par leurs origines que par leurs destinations de classe. Combien d'AGE, qui désireuses de trouver le dénominateur commun qu'elles étaient, en ont été réduites à l'organisation de “gros partys”?

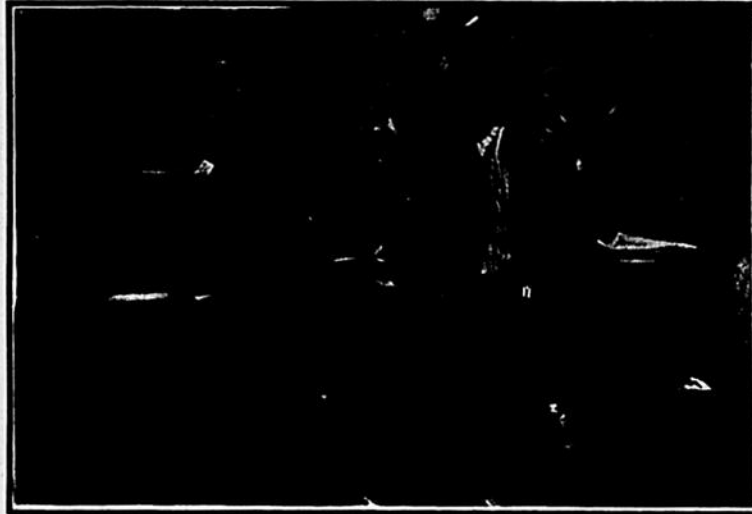
Cependant, à l'intérieur de cette masse hétérogène, se dégagent des couches importantes d'étudiants qui, à travers divers processus, remettent en cause le rôle de l'école dans la société actuelle: c'est à ce niveau qu'on peut parler d'apparition d'un mouvement étudiant. Il faut bien voir l'importance de ce phénomène, la jeunesse scolarisée possède une relative autonomie, dans le cadre du processus de différenciation entre les classes sociales. Période d'apprentissage isolé du monde réel, l'école est partie prenante de la crise de l'idéologie bourgeoise. Cette crise, que de larges secteurs de la jeunesse vivent de façon intense, s'exprime pour cette dernière à trois niveaux:

- d'abord par la remise en cause des valeurs traditionnelles. C'est-à-dire, la contradiction vécue quotidiennement entre les valeurs enseignées par la société [liberté, maternité, coopération, etc.], et le fait que cette dernière bafoue continuellement ses propres valeurs [répression, violence, compétition, etc.].

- ensuite, crise de l'autorité. Nombreux sont ceux qui acceptent de moins en moins tous les rapports hiérarchiques [familles, etc.] qui leur sont imposés par le vieux monde. D'où le développement de luttes remettant en cause les rapports enseignants-enseignés, par exemple

- Enfin, crise des débouchés. Forcée de scolariser massivement lors de la révolution tranquille, la bourgeoisie victime de la crise économique, tente maintenant par tous les

moyens de rentabiliser l'école. Combien de diplômes inutiles? Quelle détérioration de la qualité de l'enseignement? Les exemples sont nombreux. Si l'on ajoute à cela l'asservissement grandissant de larges secteurs du travail intellectuel à la domination du



capital, il n'est pas exact de prétendre comme certains que de telles revendications visent à obtenir “plus de privilèges”.

C'est donc un tel contexte qui fait du milieu scolaire une marmite perpétuellement agitée. A une époque de crise aiguë du capitalisme, qui s'exprime en milieu scolaire par de perpétuelles offensives des administrations pour centraliser et rentabiliser, il est difficile pour celles-ci de faire des concessions: leur marge de manoeuvre est trop restreinte. La dynamique revendicative peut alors mener rapidement à l'affrontement entre les parties. Et c'est souvent à travers le contexte d'une lutte qui se radicalise, qu'il est possible par l'expérience concrète, dans l'action, d'acquérir une compréhension supérieure, politique et politisante, des enjeux, du sens de la lutte.

Un tel processus n'a cependant rien d'automatique. Nous ne crions pas “révolution! révolution!” à chaque “petite lutte réformiste”, quoiqu'en pense certains. Il dépend en grande partie de la volonté consciente des militants qui luttent. Deux exemples, l'un positif, l'autre négatif peuvent servir à illustrer ce fait: d'abord la lutte de socio l'automne dernier; d'une lutte qui au départ était localiste et au sens strict réformiste [remise en

question des formes de l'enseignement], elle a pu, a travers l'affrontement qui en a suivi, déboucher sur, 1] une profonde remise en question par les militants du rôle de la sociologie et de l'enseignement dans la société de classe et 2] une volonté consciente d'élargir

la lutte, de la populariser, d'en faire un affrontement direct dépassant largement les cadres du département de socio [grève de l'automne]. Un tel cheminement a trouvé son point culminant dans le récent colloque national, dont socio est à l'origine, où la question d'une jonction politique entre les militants étudiants et ceux du Front commun était à l'ordre du jour.

L'autre exemple, c'est Géographie. Partant elle aussi d'un point de vue fort réformiste [compétence des professeurs], les militants dans ce cas n'ont cependant jamais fait sortir la lutte de ce cadre. Ils en sont restés à un niveau revendicatif, sans tenter d'analyser suffisamment le contexte et en décidant fort tardivement d'élargir le conflit hors des cadres du département. Ce n'est pas totalement par hasard que le conflit de Géographie s'est terminé par une défaite.

Il est ainsi possible, et on peut multiplier les exemples, qu'à partir de luttes partant du mouvement étudiant, des couches importantes de ce mouvement rompent de façon profonde avec l'idéologie dominante et soient gagnées à la perspective de la révolution socialiste. Il est donc fort mécanique, comme l'affirme P. Duhamel, de croire qu'une telle tâche est irréalisable tant qu'il n'y aura pas de “développement de la lutte politique révolutionnaire

du prolétariat”. Mai 1968 en France, est parti du mouvement étudiant [répression à l'université de Nanterre] à un moment où la classe ouvrière était largement dominée par l'idéologie réformiste du PCF. Cela n'a pas empêché le développement d'une crise politique sans précédent qui mobilisa plusieurs millions de travailleurs dans une grève générale. Cela n'empêcha pas les étudiants d'affronter quotidiennement les flics.

Il est pourtant clair que les étudiants ne sont pas ceux qui feront la révolution. Et c'est d'ailleurs là une des tâches fondamentales des militants révolutionnaires que d'expliquer qu'il n'y a pas de solution purement étudiante aux problèmes étudiants. Que c'est la classe ouvrière, clé d'un changement réel, qui possède les moyens de transformer de façon radicale la société.

Ce qu'il faut donc poser aux militants étudiants, c'est le problème - et ce fut là le sens de l'intervention du GMR au colloque -, de la jonction entre les luttes du mouvement étudiant et les luttes de la classe ouvrière. Et c'est pourquoi nous mettons de l'avant la formation de comités de mobilisation professeurs-employés-étudiants, en vue de coordonner la lutte de l'actuel Front commun. De tels comités n'ont pas pour but de créer des “structures parallèles” aux syndicats, mais bien de travailler à l'unification de la riposte entre les militants étudiants et les travailleurs eux-mêmes, autour des enjeux du Front commun.

Enfin il faut expliquer la nécessité de construire un parti révolutionnaire, tâche à laquelle de nombreux groupes se consacrent, pour mener à bien la lutte pour le socialisme. Or un tel parti ne se construira pas par des appels abstraits, mais bien en se salissant les mains, en liant concrètement le travail de propagande pour la construction du parti à une participation active aux luttes, non pour s'y adapter, mais pour les amener à un niveau politique supérieur.

Pierre Paquette  
Groupe marxiste révolutionnaire

# PLATE-FORME DU COMITE DE FEMMES DE L'U.D.E.M.

Ce texte vise d'abord à communiquer le résultat d'une réflexion sur la condition des femmes. Nous ferons la distinction entre exploitation et oppression, tout en situant leurs origines.

Premièrement, nous définirons l'exploitation telle quelle. L'exploitation est une notion qui s'applique aux travailleuses et aux travailleurs, i.e. aux personnes sur le marché du travail, tels les petits salariés. En effet, les petits salariés(es) subissent une exploitation lorsqu'ils (elles) travaillent dans une manufacture et font faire des profits aux patrons. Par extension, on parle également d'exploitation quand on considère le travail de la serveuse, par exemple; une serveuse dans un restaurant, en plus de servir les clients, se voit souvent obligée de faire le nettoyage de la place, de préparer certains plats secondaires et parfois de faire du temps supplémentaire non-payé ou obligatoire.

Ce profit illégitime accaparé par les patrons, cette forme d'exploitation des travailleurs et travailleuses est caractéristique du système économique dans lequel nous vivons.

De plus, les femmes à l'intérieur de cette exploitation générale par le système vivent une forme particulière d'exploitation. Les femmes sur le marché du travail demeurent plus handicapées et plus exploitées que les hommes, car elles subissent une discrimination. On les retrouve dans les secteurs les moins rémunérés (ex. textiles) avec des conditions de travail et un salaire inférieurs à ceux des hommes.

C'est pourquoi, les travailleuses comme les travailleurs doivent lutter ensemble afin de se libérer de l'exploitation économique provenant du système actuel le capitalisme.

Cependant, la lutte des femmes ne se résume pas à un changement du système vers une société socialiste. En effet, les femmes sont aux prises avec un problème spécifique: l'oppression.

L'oppression touche toutes les femmes: travailleuses, mères de famille, étudiantes etc.

L'oppression des femmes renferme les notions de discrimination, de chauvinisme, de servitude, soit une position d'infériorité par rapport aux hommes.

L'origine de l'oppression des femmes, contrairement à l'exploitation qui provient du système actuel, est très lointaine, antérieure au capitalisme et fait référence à une domination mâle sur l'ensemble des femmes. Bien que les sources de l'oppression des femmes soient obscures, il n'en demeure pas moins que les effets sont très concrets et présents...

Partout les exemples d'oppression abondent, et ce, indépendamment des secteurs de la société. La secrétaire qui doit apporter le café aux patrons, l'étudiante qui dactylographie le travail d'équipe (masculin), la mère de famille qui, au retour du travail, doit entretenir la maison; sont toutes des manifestations de l'oppression des femmes.

Donc, c'est sur la base de l'oppression spécifique des femmes que le comité se veut autonome. Les femmes doivent s'unir, s'organiser et lutter contre leur oppression.

Nous espérons que la distinction entre exploitation et oppression est claire pour tous (toutes). Ainsi la lutte se fait sur deux plans: soit par l'organisation autonome des femmes contre leur oppression, également, par une jonction avec l'ensemble des travailleurs et travailleuses contre l'explo-

itation par le système actuel, le capitalisme.

**REVENDEICATIONS  
CONTRACEPTION ET  
AVORTEMENT LIBRES ET  
GRATUITS SUR DEMANDE**

afin que les femmes aient la liberté et la jouissance de leur corps, et qu'elles développent une sexualité de plaisir plutôt que de reproduction, il est impératif qu'elles puissent se procurer les moyens nécessaires (et ce à tout âge, gratuitement) pour prévenir toute éventuelle grossesse non désirée.

La contraception n'est pas uniquement un problème de femmes, bien que ce soit elles qui souffrent des mauvaises conséquences qu'entraînent le manque d'information, la difficulté d'acquérir certains produits [facteur âge, famille, etc...].

Il est urgent que ce problème soit pris en main par la société et non plus laissé, comme il le fut (et l'est) jusqu'à date, à chaque femme individuellement. Nous revendiquons l'utilisation libre et gratuite des moyens de contraception, de même qu'une éducation sexuelle qui libère la femme (et les hommes) de tous les tabous "moraux" et contraintes dont est sujette la sexualité féminine. De plus, nous revendiquons la formation de comités d'information et d'enquête sur la qualité et la production même des contraceptifs. Ceci afin que les femmes puissent jouir pleinement de leur corps, sans inquiétudes face à une grossesse non désirée.

L'avortement est un droit que nous considérons des plus fondamentaux, et que

les femmes doivent lutter pour l'acquérir. Une grossesse non désirée est un phénomène très répandu et une conséquence de l'inertie de la société par rapport à la condition féminine [manque d'éducation sexuelle, distribution limitée et prix coûteux des contraceptifs, etc.] Nous revendiquons le droit à l'avortement libre et gratuit d'une part pour contrecarrer les conséquences d'une maternité imprévue et non planifiée, et d'autre part parce que nous considérons que le contrôle de son propre corps par la femme est un droit fondamental.

**CONGES DE MATERNITE  
PLEINEMENT PAYES ET  
SANS PERTE DE PRIVILEGES**

Les apologistes du système louent avec grandes envolées lyriques les joies de l'enfantement et de la maternité, mais on se rend vite compte que ce discours n'est que paroles vides et n'est suivi d'aucune mesure concrète visant à rendre la maternité un événement heureux. En effet on pénalise les femmes au travail qui ont un enfant, d'abord en ne leur payant pas entièrement leur salaire et ensuite en abrogeant les droits et privilèges acquis au cours de leurs années de travail.

Ceci véhicule bien la conception traditionaliste qui veut que la mère reste à la maison et qu'elle soit pénalisée matériellement et moralement si elle outrepassé les limites qui lui ont été tracées.

**GARDERIES GRATUITES 24  
HEURES SUR 24.**

Les garderies sont une revendication importante car elles sont le moteur d'une nouvelle socialisation de la cellule familiale. Contrairement aux garderies ouvertes de 9hres à 5hres, qui ne font

que faciliter l'entrée de la femme sur le marché du travail et ainsi lui faire une double exploitation [au travail et à la maison], les garderies ouvertes en permanence mènent nécessairement à un changement social considérable. Ces garderies permettent à la femme de participer à différentes associations ou syndicats, par conséquent de s'organiser, de donner plus de liberté aux individus et de favoriser l'action des femmes dans la société.

Il est à souligner que ces garderies seront des lieux sociaux conçus en fonction de normes communautaires et que les usagers participeront également à la socialisation de leurs enfants. "Usagers" est pris au sens large du terme et comprend pères, mères, personnes

agées, bref toute personne habitant la communauté.

**A COMPETENCE EGALE,  
TRAVAIL EGAL: SALAIRE  
EGAL.**

L'exploitation économique des femmes est une évidence qu'il n'est plus nécessaire de démontrer. Quel que soit le secteur, on retrouve des injustices au niveau des salaires ou des conditions de travail des femmes. Beaucoup d'employeurs préfèrent la main-d'oeuvre féminine car elle sert de "cheap-labour" et n'est généralement pas organisée [les syndicats ou comités ouvriers ne sont pas, règle générale, implantés parmi les serveuses, vendeuses, secrétaires, etc...], ce qui implique qu'elles ne sont pas obligées de leur payer de

bons salaires, ni de leur assurer une sécurité d'emploi; cette situation est encore plus marquée dans le cas de ceux qui travaillent à temps partiel, dont la grande majorité sont des femmes. Ainsi, il y a bon nombre de femmes qui doivent subvenir aux besoins de leur famille avec un salaire minable, une insécurité d'emploi [et même une perte d'emploi, si elle attend un enfant], tout en étant obligées de payer des taux exorbitants pour placer ses enfants dans une garderie.

Mais pour que les femmes acquièrent ce qui est leur droit, à travail égal, compétence égale: salaire égal, elles doivent intégrer les syndicats et revendiquer, en tant que femmes, leurs droits et leurs dûs. Il est très important que les femmes

s'organisent à l'intérieur des syndicats et des comités ouvriers car ce ne sont sûrement pas leurs confrères syndicalistes qui mettront de l'avant des revendications féministes.

**LUTTES A MENER  
A COURT TERME**

-Favoriser et aider à l'implantation d'une garderie sur le campus, garderie ouverte aux syndiqués(es), professeurs et étudiants(es).  
- Préparation de la Journée Internationale des femmes: le 8 mars.  
- Impulser d'autres groupes de femmes dans les secteurs comme les Cegep.  
- Augmenter et concrétiser les contacts avec les autres groupes de femmes.  
- Faire le lien avec le Front Commun.

**A LONG TERME**

- Construction du mouvement autonome des femmes a) par le biais d'un bulletin commun.

b) en constituant un comité de coordination qui aurait pour tâche essentielle de contacter tous les groupes pour organiser une action commune (ex: manifestation pour les garderies, avortement).

**ROLE DU COMITE A L'U DE M**

-Essayer de saisir politiquement le problème des femmes.  
-Conscientiser et mobiliser le milieu étudiant au problème par le biais des médias [ex: vidéo, affiches, débat-midi].

Groupe FEMMES à l'UdeM!  
Local: 5137

## JOURNEE DU 8 MARS A L'U DE M

Thème commun au groupes de femmes de l'U de M, l'UQAM et de Maisonneuve:  
**TOUTES UNIES CONTRE NOTRE**

**OPPRESSION**

**MENAGERES\* TRAVAILLEUSES\***

**ETUDIANTES**

**LUTTONS CONTRE L'OFFENSIVE DE L'ETAT!**

Programme de la journée:  
Table d'information et de littérature et présentation de vidéos pendant toute la journée.

Premier atelier à 12:30, le thème précis reste à déterminer.

Deuxième atelier à 4:30, le thème reste à déterminer.

Rassemblement à 6:30 pour se rendre à la manifestation commune des syndicats et autres groupes. [Ceci sera fait avec la précieuse collaboration de la CTCUM].

Signé: Groupe Femmes à l'U de M.

## DERNIERE HEURE:

L'Etat, montrant de plus en plus son caractère de classe, [instrument de la bourgeoisie contre les travailleurs], use déjà de sa force pour se défendre alors qu'il est lui-même partie en cause. Les travailleurs de l'UdeM en ont eu un exemple jeudi dernier lorsqu'ils ont été carrément expulsés du pavillon des sciences sociales par les policiers de la ville de Montréal.

Là ne se limitent pas les mesures patronales. Ici même à l'UdeM, alors que l'administration "dispose" déjà de ces fameux gardes "Empire", hérités d'anciens conflits, elle a tenté de créer la division chez les travailleurs en ordonnant aux employés de la sécurité, eux-mêmes syndiqués au local 1186 du SFCF, de s'obstruer aux lignes de piquetage tenues par les travailleurs du local 1244 du même syndicat et de la CSN.

En réponse à la division que veulent créer les patrons, les employés de l'UdeM ont répondu en resserrant leur unité et en convoquant une assemblée conjointe de tous les syndiqués de l'UdeM qui aura lieu cette semaine.

## VIVE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES!

**SAMEDI 6 MARS à l'école Pierre-Dupuy  
2000 PARTHENAIS coin ONTARIO**

**A bas la loi Trudeau  
Luttons pour nos droits**



**LE SOCIALISME: SEULE VOIE!**

**PROGRAMME:**

à partir de 12 h.

à 13 h.

à 19.30 h.

garderie sur place

exposition de photos, diapos  
et kiosques  
ateliers et film "COUP POUR COUP"  
discours de la LIGUE  
de WORKERS' UNITY  
du Front Commun  
et d'une femme du  
Tiers Monde

et SOIREE CULTURELLE

organisé par **LA LIGUE COMMUNISTE  
(M.L.) DU CANADA**

## LE PCF

## PARTI DE LA "MAIN TENDUE"

Il y a deux semaines, nos média nous faisaient part des décisions politiques entérinées lors du dernier congrès du parti communiste français.

L'une de ces grandes "décisions historiques", relevant d'un compromis toujours soigneusement calculé, révélait que le PCF renonçait à la notion de la "dictature du prolétariat". Encore plus caricatural, ce grand parti des "larges masses ouvrières et paysannes françaises", signifiait qu'il ne serait plus le parti du "poing levé" mais celui dit de "la main tendue".

Mais, la "main tendue" vers qui, le bras tendu vers quoi? il n'est nul besoin d'être fin politicologue pour comprendre que le PCF tend la main aux capitalistes français, afin d'accéder au plus vite à la prise du pouvoir. Bien sûr, un programme de réformes sociales et économiques ainsi que des nationalisations bancaires et industrielles (dans les secteurs les moins concurrentiels surtout), serait strictement observé, si l'alliance entre le PCF et le parti socialiste

français se retrouvait au pouvoir lors des prochaines élections présidentielles. Tels seraient là les nobles idéaux sociaux-démocrates de cet ex-parti du "poing levé".

Mais fut-il jamais un véritable parti d'avant-garde révolutionnaire? Le PCF ne se serait-il pas au contraire aligné derrière des positions révisionnistes, qu'ont endossé les partis communistes occidentaux influents, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale?

Nous sommes portés à croire, tout comme le parti communiste italien et son grand "compromis historique" avec les chrétiens-démocrates progressistes, que le PCF a adopté depuis longtemps des politiques dites révisionnistes.

Politiques révisionnistes, car il a trop souvent justifié des alliances douteuses avec des partis bourgeois, pour présenter une image conciliante à ces derniers. Trop longtemps aussi ces partis "réviso" ont claironné dans leurs trompettes mal embouchées, la vision d'une société socialiste et commu-

niste en voie de réalisation, par des politiques réformistes [non pas révolutionnaires] à l'intérieur de pays capitalistes développés. Trop longtemps enfin, il a compté sur la voie uniquement électoraliste pour s'immerger dans le pouvoir politique, même si après la Deuxième guerre mondiale par exemple il était en position de force pour faire échec au retour du capitalisme industriel et financier en péril [car une grande partie de la France qui avait résisté à l'invasisseur allemand à l'époque, était "rouge"].

Non, tout comme le parti communiste portugais, qui en 1975, invitait le peuple à produire, produire, produire, Maurice Thorez secrétaire général du PCF en '45, invitait aussi ouvriers et paysans français à produire, pour effectuer la relance économique, au profit de qui???

C'est probablement dans cette optique toute réformiste et opportuniste que le PCF, version '75, a abandonné un principe fondamental du marxisme-léninisme soit: "la dictature du proléta-

riat". Même le PCUS que l'on ne soupçonne plus du tout d'être un parti communiste "réviso" et fasciste, s'est senti obligé de servir une leçon à son fils spirituel, au sujet de son dernier accroc. En effet, le PCUS, père de tous les PC "réviso" occidentaux, avec grand-papa Brejnev à sa tête, a mis en garde au 25e congrès de ce parti et des partis frères qui s'est tenu à Moscou la semaine dernière, toute CONCESSION à L'OPPORTUNISME. Grand-papa Brejnev avertissait en ces termes voilés, fiston Georges [G. Marchais, secrétaire général du PCF pour ceux qui ne le connaissent pas], qu'il était incorrect d'avoir la "main tendue aussi longue" dans sa démarche "compromettante" pour atteindre le pouvoir...

Car si pour un parti "réviso" la réfutation de la "dictature du prolétariat" est chose acceptée depuis longtemps sans toutefois l'avouer de façon aussi évidente, il n'en est pas de même pour un véritable parti marxiste-léniniste. Effectivement, comment peut-on renverser un

système capitaliste d'exploitation, si ce n'est que par l'instauration d'un réel pouvoir populaire, d'une dictature des masses travailleuses, pour contrer celle du capital et de la bourgeoisie. On n'édifie pas un Etat socialiste, en faisant abstraction de ce principe fondamental, car c'est rejeter en son extension, toute notion de lutte de classes dans les pays capitalistes industrialisés. C'est aussi en conséquence, refuser toute politisation des masses, afin de mieux asseoir un pouvoir "révolutionnaire" bureaucratique et élitiste, réservé à un pseudo-parti d'avant-garde des masses populaires.

Si jamais l'alliance PC-PS prenait le pouvoir en France, le peuple français bénéficierait un temps des réformes sociales et économiques mises de l'avant par ces partis, adeptes du compromis, mais il verrait rapidement ses aspirations propres, réprimées par un appareil d'Etat aussi bien organisé que celui des partis bourgeois [sinon mieux organisé...].

André Lemire.

# LE CONGRES DU PARTI PROGRESSISTE- CONSERVATEUR

C'est au travers d'une avalanche de principes sains: la justice, la paix et l'ordre, et les autres, de démonstrations démagogiques de la faillite du régime Trudeau, d'appels à l'unité partisane et nationale que s'est déroulé le congrès du

parti progressiste-conservateur canadien.

Les crapauds du P.C. candidats à la chefferie, ont participé à ce que les fiers analystes de la politocaille bourgeoisie ont appelé le congrès de la division est-ouest, gauche-droite,

anglais-français, ou pour ceux à court d'imagination nord-sud, et ce que je qualifie du plus intéressant spectacle de bouffonnerie politique jamais présenté. Voilà tout l'intérêt d'un tel congrès, écouter la douche de discours vides des aspirants, suivre attentivement la course et placer des gageures, suivre les alliances entre les candidats, écouter les propos réactionnaires des commentateurs nationalistes, et finalement assister à la victoire du chef crapaud qui conduira la barque vers les plus hauts sommets de la gloire politique au Canada.

Le Parti progressiste-conservateur, comme son frère le Parti Libéral du Canada, et son frerot plus à gauche le Nouveau Parti Démocratique, sont les partis politiques de la bourgeoisie canadienne.

Ils se livrent entre eux des querelles électorales qui reflètent les différences minimes qui existent au sein de la bourgeoisie canadienne. Périodiquement, bien

avant les élections, nous assistons à une des étapes de la querelle, les congrès de la chefferie. Là un parti se démarque de l'autre au nom de principes idéologiques qui ne sont jamais exposés, parce qu'en réalité il n'y a pas de différences fondamentales entre eux, et choisit un nouveau chef.

Pas un seul de ces congrès n'est autre chose qu'une plate-forme de propagande, aussi vide de contenu que l'idéologie bourgeoise peut-être vide d'esprit scientifique. Les mass-média bourgeois couvrent ces congrès et plongent la population dans sa réflexion politique annuelle. Et pour y mettre un peu de piquant, afin de ne pas perdre leur auditoire, ils commentent, prédisent, spéculent, à la manière des plus illustres commentateurs sportifs sur les résultats de la course.

J'avais personnellement placé un deux sur Wagner, ce bon québécois, francophone, ancien juge, qui a beaucoup d'expérience en

politique pour avoir déjà été député du Parti Libéral puis ministre de la justice, ici même au Québec sous Lesage. Il a de plus une vaste expérience des congrès à la chefferie [surtout pour les perdre] et j'ai perdu, un homme si intègre, un québécois, un francophone..

Du pareil au même ces hommes politiques de la bourgeoisie! Tous bons, justes, honnêtes et intègres! Alors contentons-nous d'un Joe Clark, et peut-être M. Wagner pourra-t-il maintenant aller courir pour devenir chef au P.N.P. de Choquette, à l'U.N. de Bellemare ou au P.C. de Samson. Et je replacerai mon deux sur lui. De toute façon, l'accentuation de la crise capitaliste entraîne avec elle une fascisation du régime, d'où les belles perspectives d'avenir pour M. Wagner, et la radicalisation du mouvement ouvrier qui mènera à l'éventuelle création d'un parti ouvrier révolutionnaire, seul contrepoids sérieux à la politique bourgeoise.

Claude Péclot

# LA GREVE DES PATES ET PAPIERS

La grève des ouvriers des pâtes et papier du Canada tire à sa fin, après sept mois d'une longue lutte. La majorité des quelques 40,000 grévistes auront repris le travail sous peu.

Dès le début de la grève en août 1975, la lutte s'annonçait pour être longue. Les monopoles de cette industrie, Price, Domtar, Consolidated Bathurst, C.I.P., etc..., avaient accumulé des stocks considérables en prévision de la grève, et se tenaient prêts à livrer aux syndicats une longue guerre d'endurance. En novembre 75, l'Etat capitaliste de Colombie-Britannique, sous un gouvernement social-démocrate du NPD, passait une loi spéciale obligeant 15,000 travailleurs de la province à reprendre le travail. Au début de janvier, les stocks des monopoles étaient épuisés, et la pénurie de papier qui s'annonçait aux Etats-Unis [principal débouché de la production de papier canadien], eut

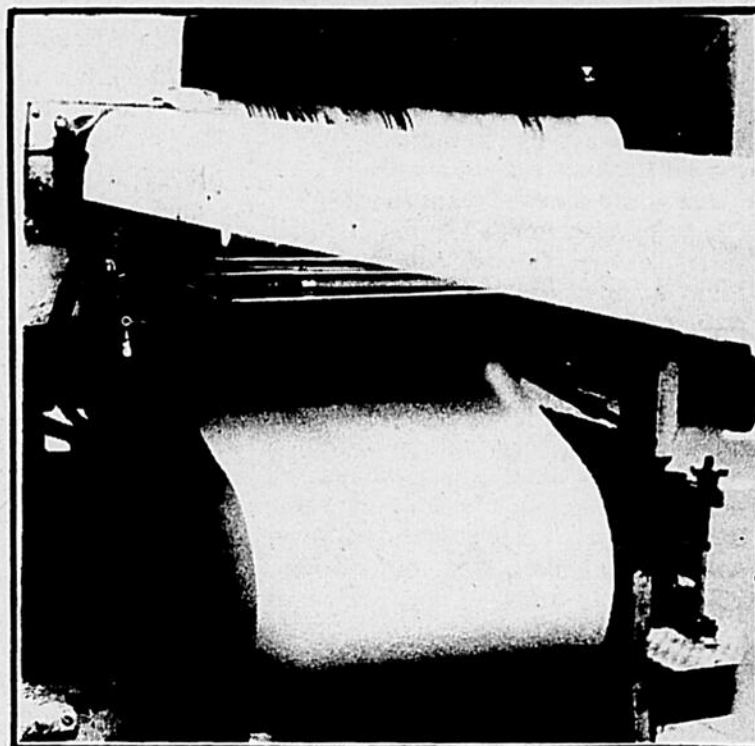
pour effet d'accélérer la reprise des négociations qui étaient au point mort. Petit à petit, tout au long des mois de janvier et février, des syndicats signalent des ententes locales avec des compagnies. Ce fut le cas de la Irving Pulp and Paper de St-Jean au Nouveau-Brunswick.

A la Irving Pulp and Paper, l'entente intervenue entre le syndicat et la compagnie fut jugée trop élevée par la commission Pépin, organisme chargé d'appliquer la loi Trudeau, qui la rejeta. Le syndicat et la compagnie durent donc renégocier une nouvelle entente. Tout dernièrement, la commission Pépin rejetait à nouveau l'entente et imposait une amende de \$125,000 à la compagnie pour avoir dérogé aux directives du gel des salaires.

Cette sévère décision de la commission Pépin démontre bien le sérieux de la lutte contre l'inflation que mène la bourgeoisie par le biais de son Etat sur le dos du

prolétariat et des masses populaires. Dans un premier temps, elle met un terme à la grève des ouvriers en obligeant ceux-ci d'accepter des conditions salariales inférieures aux offres des compagnies. L'intervention de la commission Pépin coupe court aux espoirs des travailleurs qui misaient sur la victoire à la Irving Pulp and Paper, elle force à toutes fins pratiques les ouvriers à reprendre le travail aux conditions fixées par la loi Trudeau. La grève se solde donc par une importante défaite du mouvement ouvrier. Dans un deuxième temps, elle confirme les intentions de la bourgeoisie et de son Etat: réprimer sévèrement toute entente non-conforme au gel des salaires.

La nouvelle de l'amende de \$125,000 a été bien couverte par les média bourgeois. Pour les journalistes et éditorialistes bourgeois, en extase devant l'exemplarité de la loi, qui n'hésite pas à condamner sévèrement



même les capitalistes, ce fut la preuve de l'impartialité de la loi Trudeau, qui s'applique à tout le monde. Mais cette version est des plus trompeuse. L'amende de \$125,000 se sont les ouvriers qui la paieront. Par le fait que leurs augmentations de salaire pour la première année ne

seront plus de 23.8% mais bien de 14%, les ouvriers paieront non seulement l'amende, mais beaucoup plus encore. En déboursant le \$125,000, la Irving Pulp and Paper économise quelques milliards qui ne seront pas versés en salaires.

Claude Pécllet.

**Carl**

ÇA Y EST LES GARS!  
LA FLOTTE ENNEMIE  
A ÉTÉ COULÉE

IL A SUFFI D'UNE  
SEULE BORDÉE DE NOS  
FLÈCHES ENFLAMMÉES!

DORÉNAVANT,  
L'ENNEMI NOUS VERRA  
D'UNE AUTRE OEIL!

**Carlsberg**

LA BIÈRE GLORIEUSE DE COPENHAGUE

# SERVICES CAMPUS: chronique d'information

Services-Campus, c'est quoi? Ca fait quoi et ça sert à quoi? Ces trois questions reviennent périodiquement sur le tapis:

Chaque année, l'Assemblée générale exprime fermement son mécontentement au sujet de la diffusion de l'information en provenance de Services Campus et chaque année plusieurs personnes se présentent au Conseil d'Administration avec l'intention ferme de remédier à cette situation. Pourtant, à part un bottin d'information diffusé en septembre et un article faisant état de la situation financière de la compagnie, article publié dans le QUARTIER LATIN avant chaque Assemblée générale annuelle, il n'y a rien.

Voilà pourquoi nous essaierons dans les semaines qui vont suivre de produire une chronique d'information sur ce qui se passe à Services-Campus et plus particulièrement depuis septembre. Nous espérons avoir un "feed-back" de ce geste sous forme de commentaires, suggestions, analyses, corrections et opinions.

## C'EST QUOI?

Services-Campus est une compagnie sans buts lucratifs qui appartient à tous les étudiants de l'U de M [sauf ceux de l'école des H.E.C. et de l'école Polytechnique] ainsi qu'à ses propres travailleurs. Cette compagnie est contrôlée et dirigée par un Conseil d'Administration où sont représentés les différentes facultés et les différents syndicats du campus. Services-Campus possède et administre le réseau de machines distributrices sur le campus, des magasins de style "coopératif", le Café-Campus [restaurant, spectacle et discothèque], le Centre de Polycopie, le Centre de Documentation et subventionne un journal, soit le Volume 58 du QUARTIER LATIN. Services-Campus emploie une centaine de personnes réparties entre trois syndicats et quelques postes non-syndiqués. Services-Campus a un chiffre d'affaire qui grimpe allégrement vers trois millions de dollars et pourtant ne dégage que de menus [pour ne pas dire rares] profits et ce, pour les raisons suivantes: secteurs de service déficitaires [restaurant, magasins, polycopie, centre de documentation, journal et... prix abordables [comparez!], conditions de travail avantageuses pour les employés, administration lourde et, avec ça, tous les problèmes liés au développement de la PNE [Petite et Moyenne Entreprise]. Ce dernier point fera d'ailleurs l'objet d'un article ultérieur.

Nous allons donc, dans les semaines qui suivent, vous entretenir des différents

secteurs ainsi que de quelques problèmes qu'on rencontre à Services-Campus. Le menu? Eh bien, le voici:

**Cette semaine: Magasins, Centre de Polycopie.**

**2e semaine: Café-Campus, Centre de documentation, distributrices.**

**3e semaine: Relations de travail, Administration, Nouveaux projets.**

**4e semaine: Etats financiers, prévisions budgétaires, Assemblée générale, et développement.**

## LES MAGASINS.

Comme vous le savez sans doute, Services-Campus possède et opère deux magasins sur le campus de l'université. Ces magasins, conçus de façon à répondre aux besoins des étudiants, vendent à peu près de tout, à partir des crayons et du papier, jusqu'aux chaînes stéréo, équipements de photographie, en passant par les meubles, les raquettes de neige et même certains vêtements. Ces deux magasins, le premier situé au 3e étage du Centre Social, l'autre au 2e étage du Pavillon de Sciences sociales, sont soumis à une politique de prix qui est, sur l'ensemble des articles importants, très avantageuse pour le client. En baissant ainsi son pourcentage de profit, le secteur "magasin" a toujours accusé un déficit d'opération. Les exécutifs précédents et actuel ont considéré et considèrent encore qu'il est très important de maintenir une politique avantageuse au niveau des prix, de façon à assurer le côté "service" du secteur. En 1975 cependant, avec la consolidation du magasin des Sciences sociales et l'augmentation des ventes qui en découle, le déficit de ce secteur devrait être de beaucoup inférieur à ceux des années précédentes. Si cette tendance est maintenue, on peut facilement prévoir que les magasins se dirigeront en 1976 vers l'autofinancement.

Pour ceux qui fréquentent le magasin du Centre Social, ceux-ci ont pu se rendre compte que depuis le début de septembre 1975, la succursale avait "changé de poil". Cette réorganisation physique du magasin ne va pas s'arrêter là puisque dès le mois de mai, de nouveaux comptoirs à papeterie et à disques, beaucoup plus fonctionnels, devraient venir compléter ce qui a été fait jusqu'ici.

En ce qui concerne le service en général, l'accent a été mis sur le service vente après-vente et ce, dans tous les départements. En photographie par exemple, la disposition et la présentation des articles ont été repensées de même que le

prix qui a été uniformisé de telle sorte que les accessoires coûtent beaucoup moins cher à la clientèle. Pour ce qui est des articles comme tels, les magasins offrent maintenant [en plus des marques déjà offertes] les produits Canon, Minolta et Pentax entre autres et envisagent la possibilité de vendre ceux de Haselblad et de Nikon et ce, tout en maintenant les prix à un niveau avantageusement concurrentiel [pour le client évidemment]. Le "département" de la photographie vient d'ailleurs de réorganiser sa codification en fonction du système général d'inventaire et de vente mécanographié qui devrait être mis en marche dans les prochains jours après deux années de préparation intensive. Ce système sur ordinateur pourra donc fournir des données au jour le jour sur l'état de nos ventes et de nos achats de telle sorte que l'inventaire annuel devrait s'effectuer en quelques heures seulement.

Un des gros problèmes des magasins, c'est de ne pouvoir rejoindre efficacement l'ensemble du marché auquel il s'adresse, marché composé par les étudiants, travailleurs et professeurs du campus. Dans le but avoué de faire connaître le secteur magasin, les produits qu'il vend et les prix qui sont les siens, la production d'un catalogue répertoriant plutôt exhaustivement les articles qui sont offerts, semble s'imposer de plus en plus. L'idée a fait son petit bonhomme de chemin et le catalogue en question sera réalisé durant l'été et disponible pour tout le monde à la rentrée en septembre 1976. L'avantage d'un tel catalogue pour le client est de pouvoir vérifier si les prix demandés pour tels ou tels produits sont inférieurs, égaux ou supérieurs à ceux demandés pour le même produit dans d'autres magasins.

Enfin, des démarches auprès des autorités de l'U. de M. ont été entreprises par les responsables du secteur afin d'obtenir permission et locaux nécessaires à l'opération d'un magasin de sport exclusif au nouveau PEPS [Pavillon d'Education Physique et des Sports]. Aucune réponse officielle ne nous est encore parvenue mais il semble possible que l'université réagisse favorablement à cette demande à moins qu'elle ne décide en dernière instance d'opérer elle-même le futur magasin. A l'heure actuelle, nous en sommes malheureusement réduit aux conjonctures et tout ce que nous pouvons faire [malheureusement] c'est d'espérer que l'université nous donnera une réponse bientôt de manière à ce que nous puissions, dans l'éventualité

N.D.L.R.: L'AGEUM a été dissoute en 1969. De cette dissolution est né Services-Campus. Cette "naissance" s'est avérée nécessaire car l'AGEUM possédait un certain nombre de choses, opérait un magasin, des distributrices et une discothèque entre autres. On peut dissoudre une organisation mais on ne peut dissoudre une machine. Il fallait donc une compagnie qui s'occupe de donner les services que donnaient la défunte association. Services-Campus est cette compagnie. Son rôle est important, d'autant plus que par sa présence et son fonctionnement elle assure et permet une présence critique sur le campus. Si Services-Campus existe, c'est bien sûr pour donner des "services" mais c'est aussi d'une certaine façon pour permettre à ce qu'il y a de progressiste sur le campus au fil des années, de survivre, de s'exprimer et quelquefois, de combattre. Par conséquent, c'est aussi dans cette mesure que Services-Campus ça vous regarde, même si les problèmes administratifs ne vous intéressent pas, même si les problèmes de "cuisine interne" vous laissent indifférents. Services-Campus, pour qu'on puisse s'en servir, il faut vouloir et pouvoir y travailler, il faut pouvoir en assurer la continuité.

d'une réponse affirmative, commencer à mettre sur pied l'organisation du futur magasin.

Somme toute, le secteur magasin de Services-Campus semble promis à un avenir un peu plus reluisant que ces dernières années, bien qu'il reste encore beaucoup à faire. Il ne faudrait pas croire tout de même que tout va comme sur des roulettes mais nous sommes maintenant plus à même de faire face aux problèmes qui surgissent et pourront surgir à l'avenir, surtout si nous pouvons compter sur la critique de la clientèle actuelle ou potentielle. Les magasins comme le reste, c'est à vous et c'est aussi à vous de vous en occuper.

## LE CENTRE DE POLYCOPIE.

Services-Campus a mis sur pied, il y a un peu plus de trois ans, un centre de polycopie, c'est-à-dire une petite imprimerie afin de produire tracts, dossiers, etc.. sur différents problèmes rencontrés par les composantes de la "collectivité universitaire". Sont exclues les notes de cours, les textes déjà publiés. Le centre fonctionne dans les limites de son budget qui est de \$1500 par année.

Depuis septembre, le centre a servi à publier des dossiers, des bilans ou des tracts en rapport avec les conflits de sociologie, de géographie, de théologie pour ne mentionner que ceux-ci. Le Centre de Polycopie a aussi servi à remettre à jour le dossier répression sur le campus et à faire circuler l'information durant la lutte contre la hausse des tarifs à la CTCUM. De plus, plusieurs feuillets d'information ont été produits par les étudiants en relation avec les structures départementales ou dans le cadre de réflexions ou journées d'étude dans divers départements comme Aména-

gement, Science Politique et Traduction entre autres. Le centre a d'autre part servi à l'élaboration de différents compte-rendus internes à Services-Campus ainsi qu'à son administration. Pour ceux qui seraient intéressés à se servir du Centre de Polycopie, il est intéressant de savoir qu'il y a certaines procédures à suivre et à respecter [délai, éligibilité, etc...]. Les personnes à contacter sont Raymond Joly ou Pierre Tourangeau à 733-5393. Le centre est situé au local 5526 du Centre Social.

## COMMENTAIRES OU CRITIQUES.

Si cet article a été écrit, c'est dans la mesure où ses auteurs au nom de Services-Campus espèrent qu'il suscitera des opinions ou commentaires favorables ou défavorables. Sans vouloir tomber dans la "philosophie", nous estimons que toute démarche critique face à une situation précise, institution, organisme ou autre est de nature à faire avancer dans la bonne direction ce qui est mis en cause, critiqué. C'est donc ce que nous nous permettons d'attendre de vous lecteurs, en espérant que ce n'est pas trop vous demander. A Services-Campus, nous ne vous sommes jamais gêné, malgré la portée souvent trop courte de nos remarques, pour critiquer ou remettre en question ce qui nous semblait devoir l'être. A vous, nous le souhaitons, d'en faire autant, tant en ce qui regarde l'information que nous vous communiquons cette semaine que celle qui vous sera donnée dans les semaines qui suivront ou que vous aurez obtenu autrement.

Pierre Tourangeau et Raymond Joly, pour Services-Campus.